

25.05.2011 - 17:01 Uhr

Sortie du nucléaire par étapes: l'AES est critique quant à la décision du Conseil fédéral

Aarau (ots) -

L'association des entreprises électriques suisses (AES) pris connaissance de la décision du Conseil fédéral «de sortir du nucléaire par étapes» avec grande inquiétude. Selon elle, cette décision exclut d'importants critères permettant un approvisionnement en électricité fiable, économique et respectueux du climat. L'impact de ce changement de stratégie sur l'économie n'est en outre pas clairement présenté. La branche électrique contribue au développement des énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique. Les conséquences de cette décision sur la sécurité d'approvisionnement, le prix de l'électricité, l'environnement et les places de travail ne peuvent pas encore être chiffrées.

Le Conseil fédéral a décidé de laisser les centrales nucléaires en exploitation aussi long-temps qu'elles répondent aux exigences suisses en matière de sécurité. Entre-temps, il s'agira de développer les sources d'énergie renouvelables et de promouvoir l'efficacité énergétique. La construction de nouvelles centrales nucléaires et le remplacement des anciennes seront interdits. En un laps de temps très court, sans examen approfondi et sans l'implication de la branche, le Conseil fédéral se détourne de la stratégie adoptée en 2007. Le but et le devoir des entreprises électriques suisses est d'approvisionner la Suisse en électricité de manière sûre, fiable, économique et en respectant l'environnement. Le fait que les répercussions de cette décision ne soient pas chiffrées et que les mesures à prendre concrètement ne soient pas décrites est problématique pour atteindre ce but. Les mesures proposées devront être analysées en détail et évaluées en termes de faisabilité et d'impact. Selon l'AES, cette décision compromet à long terme la sécurité d'approvisionnement en Suisse.

De nombreux éléments centraux de la stratégie énergétique, notamment les modifications de la loi, doivent être décidés par le Parlement et finalement par le peuple. Dans les faits, le scénario proposé par le Conseil fédéral constituerait pour la première fois une interdiction technologique dans la politique énergétique suisse, ce qui va à l'encontre des efforts de l'AES. Cette dernière promeut en effet un approvisionnement électrique sûr se basant sur différentes technologies.

Cette décision est extrêmement problématique du point de vue énergétique et économique. Les prix vont par exemple augmenter et la dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'étranger va augmenter. Aujourd'hui déjà, la Suisse est contrainte d'importer de l'électricité en hiver. Une pénurie d'électricité se dessinant en Europe et les prix des énergies fossiles étant en hausse constante, cette stratégie sera toujours plus risquée et pourrait entraîner des hausses de prix. Sans oublier la dégradation du bilan carbone du mix électrique suisse, un mix qui est à ce jour quasi exempt d'émissions de CO₂ et le plus durable en Europe, 50% étant issus de la force hydraulique. L'électricité qui devra être importée d'Europe sera en majeure partie produite dans des centrales à charbon et à gaz. Une part considérable de l'électricité importée proviendra même de centrales nucléaires étrangères. C'est un fait qu'il est important de rappeler.

L'orientation vers une augmentation de l'efficacité est à saluer. Une efficacité énergétique accrue, essentiellement due à une réduction des énergies fossiles, va souvent de pair avec une augmentation de la consommation d'électricité. L'électricité est une énergie-clé et ne doit pas être gaspillée. La branche électrique apportera sa contribution et continuera d'investir dans l'augmentation de l'efficacité électrique. Toutefois, étant donné la croissance démographique et économique, une augmentation de la consommation d'électricité, même en cas de mesures radicales dans le domaine de l'efficacité énergétique, est inévitable. En 2010, la consommation d'électricité a augmenté de 4%. À elle seule, cette augmentation correspond à environ un tiers de l'énergie que fournissent actuellement par année toutes les installations subventionnées pour produire du courant vert. La consommation augmente et ce malgré le programme d'efficacité énergétique SuisseEnergie, qui encourage chaque année des mesures d'efficacité énergétique au moyen de dizaines de millions de francs et d'autres efforts de la Confédération et des cantons. Nous soutenons les propositions concernant l'extension des réseaux. Ces derniers constituent en effet la base de l'approvisionnement en électricité de demain, mais ne permettent pas de combler l'écart entre la demande et l'offre. Les questions sur les répercussions économiques de ce changement de cap sont encore en suspens et doivent trouver réponse. Les coûts de la sortie du nucléaire doivent en outre être clarifiés car ils ont une grande influence sur l'économie suisse et en particulier sur les places de travail, ainsi que sur la recherche et la formation en Suisse. Dans le cadre de ses possibilités, l'AES contribuera à répondre aux questions

qui se posent et à favoriser une décision fondée au cours du processus politique. C'est finalement au peuple suisse que la décision sur l'avenir de l'énergie reviendra.

Déclaration Président de l'AES Kurt Rohrbach: «Il est important de connaître l'ensemble des répercussions sur l'économie avant de prendre une décision définitive concernant la stratégie énergétique de la Suisse.»

Contact:

Dorothea Tiefenauer
Tél.: +41/62/825'25'24
Mobile: +41/79/642'11'41
E-Mail: dorothea.tiefenauer@strom.ch

Anita Kendzia
Tel.: +41/62 825 25 30
Mobile +41/79/344'14'69
E-Mail: anita.kendzia@strom.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003757/100625673> abgerufen werden.